

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1956 No. 67

A. TITEL

Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Denemarken inzake terugbetaling en aflossing; Parijs, 31 januari 1956

B. TEKST

Accord de remboursement et d'amortissement entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement du Royaume de Danemark

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement du Royaume de Danemark, désirant conclure un accord de remboursement et d'amortissement dans les conditions prévues dans l'article 13*bis* de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Le présent accord porte sur 17 millions d'unités de compte de la créance néerlandaise sur l'Union Européenne de Paiements (appelée ci-dessous l'Union) et 17 millions d'unités de compte de la dette danoise à l'égard de l'Union.

Article 2

(a) Le huitième de ce montant de u.c. 17 millions soit u.c. 2.125.000 sera payé par la Danmarks Nationalbank à la Nederlandsche Bank en or ou en dollars ou en toute autre monnaie acceptée par la Nederlandsche Bank à l'option de la Danmarks Nationalbank à la date de valeur des opérations du mois de janvier 1956.

(b) Les positions des Pays-Bas et du Danemark dans l'Union seront réduites conformément au principes établis par les décisions du Conseil de l'O.E.C.E.

Article 3

(a) Les sept huitièmes restants du montant de u.c. 17 millions soit u.c. 14.875.000 seront remboursés de la façon suivante. Un montant de u.c. 7 millions sera remboursé, par imputation à partir du 1er juillet 1954, sur une période de sept années et un montant de u.c. 7.875.000 sera remboursé, par imputation à partir du 1er juillet 1955, sur une période de six années. Pendant la durée de l'Union, les remboursements se feront, à l'option de la Danmarks Nationalbank, en or, en dollars ou en toute autre monnaie acceptée par la Nederlandsche Bank, par mensualités égales.

Les mensualités s'élèveront donc,

à partir du 1er juillet 1954, à:

$$\text{u.c. } \frac{7 \text{ millions}}{7 \times 12},$$

et à partir du 1er juillet 1955, à:

$$\text{u.c. } \frac{7 \text{ millions}}{7 \times 12} + \frac{7.875.000}{6 \times 12}.$$

Les mensualités venues à échéance antérieurement à la signature de cet accord ainsi que la mensualité venant à échéance le 31 janvier 1956 seront payées par la Danmarks Nationalbank à la Nederlandsche Bank en or ou en dollars ou en toute autre monnaie acceptée par la Nederlandsche Bank à l'option de la Danmarks Nationalbank à la date de valeur des opérations du mois de janvier 1956.

Après liquidation de l'Union les remboursements seront effectués par semestrialités égales.

Ces semestrialités s'élèveront à:

$$\text{u.c. } \frac{7 \text{ millions}}{7 \times 2} + \frac{7.875.000}{6 \times 2}.$$

(b) Pendant la période à partir du 1er février 1956 jusqu'à la liquidation de l'Union:

(1) Le Gouvernement danois aura la faculté, à chaque échéance de se libérer par anticipation de tout ou partie des échéances non encore remboursées.

(2) Si la position cumulative comptable du Danemark dans l'Union devient créditrice, le Gouvernement danois aura la faculté de suspendre les remboursements ci-dessus prévus tant que persistera cette situation.

Si la position cumulative comptable des Pays-Bas dans l'Union devient débitrice, le Gouvernement des Pays-Bas aura la faculté de faire suspendre les remboursements tant que persistera cette situation.

Si la position cumulative comptable du Danemark dans l'Union devient créditrice, et qu'en même temps la position cumulative comptable des Pays-Bas dans l'Union devient débitrice, les remboursements seront suspendus tant que persistera cette situation, sauf décision contraire prise par les deux Gouvernements d'un commun accord.

- (3) Les positions du Danemark et des Pays-Bas dans l'Union seront ajustées mensuellement par imputation des mensualités remboursés au crédit accordé par les Pays-Bas à l'Union et par l'Union au Danemark.

(c) A la liquidation de l'Union, le solde non encore remboursé de la dette sera représenté par des bons du Trésor au porteur émis par le Gouvernement danois et mis à la disposition de la Nederlandsche Bank. A partir de cette date tout remboursement anticipé sera subordonné à l'accord des deux Gouvernements. Les bons du Trésor émis seront libellés et payables en florins.

Le calcul en florins aura lieu sur la base de la parité du florin, déclaré par rapport à l'unité de compte, à la date de liquidation de l'Union.

Les calculs, effectués en application des règles de liquidation de l'Union (Annexe B, Section II, par. 16 à 18 de l'Accord sur l'établissement de l'Union) peuvent toutefois révéler une dette supérieure ou inférieure au solde non encore remboursé:

- (1) Si la dette danoise est inférieure au solde non encore remboursé, le Gouvernement danois pourra à son choix:
- soit continuer à effectuer les remboursements prévus à l'art. 3 (a) jusqu'à extinction du montant de cette dette;
 - soit régler le montant de cette dette en semestrialités égales échelonnées sur la période d'amortissement restant à courir aux termes du présent accord.
- Le montant et le nombre des bons du Trésor seront ajustés en conséquence.
- (2) Si la dette danoise est supérieure au solde non encore remboursé, la différence entre les deux dettes sera réglée conformément à l'Annexe B de l'Accord.

Article 4

Les bons du Trésor mentionnés à l'art. 3 (c) seront divisés en coupures du montant demandé par la Nederlandsche Bank et dont le total, pour chacune des semestrialités à courir, sera égal au montant de cette semestrialité.

Chaque bon du Trésor portera mention de la date d'échéance et sera muni de coupons pour les intérêts. Les intérêts seront payables

par semestre ou par fraction de semestre pour autant que les bons auront moins de six mois à courir. Les coupons porteront des échéances établies en conséquence.

Article 5

Les taux d'intérêt seront déterminés de la manière suivante:

(a) Les bons du Trésor venant à échéance au plus tard le 30 juin 1958 porteront intérêt au taux de 2½ % l'an.

(b) Les bons du Trésor venant à échéance entre le 1er juillet 1958 et le 30 juin 1961 porteront intérêt au taux de 3¼ % l'an.

Article 6

(a) Les bons du Trésor remis par le Gouvernement danois à la Nederlandsche Bank, en représentation de sa dette, pourront être mobilisés sur le marché néerlandais selon les convenances et par les soins des autorités néerlandaises.

(b) Il reste entendu que le Gouvernement danois sera libéré par le versement des échéances d'intérêt et d'amortissement à la Nederlandsche Bank; les bons du Trésor porteront une mention à cet égard.

Article 7

Si à une date quelconque avant la liquidation de l'Union l'une des parties contractantes ou les deux se retirent de l'Union, il sera fait application des dispositions prévues par le présent accord en cas de liquidation de l'Union.

Article 8

La Nederlandsche Bank et la Danmarks Nationalbank sont chargées de l'application des dispositions précédentes et en détermineront de commun accord les modalités d'exécution pour autant que celles-ci ne sont pas mentionnées ci-dessus.

Article 9

Le présent accord entrera en vigueur dès sa signature. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas le présent accord ne sera applicable qu'à l'égard du Royaume en Europe.

Fait à Paris, le 31 janvier 1956.

Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas
(s.) J. C. KRUISHEER

Pour le Gouvernement du
Royaume de Danemark
(s.) ANTHON VESTBIRK

C. VERTALING

**Overeenkomst inzake terugbetaling en aflossing tussen de Regering
van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering
van het Koninkrijk Denemarken**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van het Koninkrijk Denemarken, verlangend een overeenkomst tot terugbetaling en aflossing te sluiten op de voorwaarden als voorzien in artikel 13*bis* van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie, zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Deze Overeenkomst heeft betrekking op 17 miljoen rekeneenheden van de Nederlandse vordering op de Europese Betalings Unie (hieronder genoemd de Unie) en 17 miljoen rekeneenheden van de Deense schuld ten opzichte van de Unie.

Artikel 2

(a) Een achtste deel van dit bedrag van 17 miljoen rekeneenheden, zijnde 2.125.000 rekeneenheden, wordt door de Danmarks Nationalbank aan de Nederlandsche Bank betaald in goud, in dollars of in elke andere valuta welke door de Nederlandsche Bank wordt aanvaard, naar keuze van de Danmarks Nationalbank, op de verrekendingsdatum van de operaties over de maand januari 1956.

(b) De posities van Nederland en Denemarken in de Unie worden verminderd overeenkomstig de beginselen vastgelegd in de beslissingen van de Raad van de O.E.E.S.

Artikel 3

(a) Het resterende zeven-achtste deel van het bedrag van 17 miljoen rekeneenheden, zijnde 14.875.000 rekeneenheden, wordt op de volgende wijze terugbetaald. Een bedrag van 7 miljoen rekeneenheden wordt terugbetaald in een periode van zeven jaar, te rekenen van 1 juli 1954 af, en een bedrag van 7.875.000 rekeneenheden wordt terugbetaald in een periode van zes jaar, te rekenen van 1 juli 1955 af. Gedurende het bestaan van de Unie zullen de terugbetalingen naar keuze van de Danmarks Nationalbank plaatsvinden in goud, in dollars of in elke andere valuta welke door de Nederlandsche Bank wordt aanvaard, in gelijke maandelijkse termijnen.

De maandelijkse termijnen bedragen dus

van 1 juli 1954 af:

$$\frac{7 \text{ miljoen}}{7 \times 12} \text{ rekeneenheden,}$$

en van 1 juli 1955 af:

$$\frac{7 \text{ miljoen}}{7 \times 12} + \frac{7.875.000}{6 \times 12} \text{ rekeneenheden.}$$

De maandelijkse termijnen die vóór de ondertekening van deze Overeenkomst zijn vervallen, alsmede de op 31 januari 1956 vervallende termijnen worden door de Danmarks Nationalbank aan de Nederlandsche Bank betaald in goud of in dollars of in elke andere valuta welke door de Nederlandsche Bank wordt aanvaard, naar keuze van de Danmarks Nationalbank, op de verrekeningsdatum van de operaties over de maand januari 1956.

Na ontbinding van de Unie zullen de terugbetalingen plaatsvinden in gelijke halfjaarlijkse termijnen.

Deze halfjaarlijkse termijnen zullen bedragen:

$$\frac{7 \text{ miljoen}}{7 \times 2} + \frac{7.875.000}{6 \times 2} \text{ rekeneenheden.}$$

(b) Gedurende de periode van 1 februari 1956 af tot de ontbinding van de Unie:

- (1) heeft de Deense Regering op iedere vervalldag de bevoegdheid, over te gaan tot terugbetaling op een vroeger tijdstip dan in het bovenstaande is voorzien, van alle of van een deel van de nog niet terugbetaalde bedragen;
- (2) heeft, indien Denemarken een cumulatieve credit-positie in de Unie gaat innemen, de Deense Regering de bevoegdheid de terugbetalingen te schorsen, zolang deze situatie voortduurt; heeft, indien Nederland een cumulatieve debet-positie gaat innemen, de Nederlandse Regering de bevoegdheid, de terugbetalingen te doen schorsen, zolang deze situatie voortduurt; worden, indien Denemarken een cumulatieve credit-positie en Nederland tegelijkertijd een cumulatieve debet-positie in de Unie gaat innemen, de terugbetalingen geschorst, zolang deze situatie voortduurt, behoudens een tegengestelde beslissing door beide Regeringen in onderlinge overeenstemming te nemen;
- (3) worden de posities van Nederland en van Denemarken in de Unie maandelijks aangepast door aftrek van de terugbetaalde maandelijkse termijnen, van het krediet dat Nederland aan de Unie en dat de Unie aan Denemarken verstrekt.

(c) Bij de ontbinding van de Unie wordt het nog niet terugbetaalde saldo van de schuld vastgelegd in schatkistbiljetten aan toonder, welke door de Deense Regering worden uitgegeven en ter beschikking gesteld van de Nederlandsche Bank. Van die datum af zal iedere vervroegde terugbetaling onderworpen zijn aan de goedkeuring van

beide Regeringen. De uitgegeven schatkistbiljetten zullen luiden en betaalbaar zijn in guldens.

De berekening in guldens zal plaatsvinden op basis van de wisselkoers van de gulden, welke wordt opgegeven ten opzichte van de rekeneenheid op de datum van ontbinding van de Unie.

De berekeningen, welke uitgevoerd zullen worden overeenkomstig de ontbindingsregels van de Unie (Bijlage B, deel II, paragrafen 16 tot en met 18 van het Verdrag inzake oprichting van de Unie) kunnen evenwel leiden tot een schuld welke groter of kleiner is dan het nog niet terugbetaalde saldo:

- (1) Indien de Deense schuld kleiner is dan het nog niet terugbetaalde saldo, kan de Deense Regering naar keuze:
 - hetzij de terugbetalingen overeenkomstig artikel 3, lid *a*, voortzetten, totdat het bedrag van die schuld geheel is voldaan;
 - hetzij het bedrag van die schuld verrekenen in gelijke halfjaarlijkse termijnen, verdeeld over de krachtens deze Overeenkomst resterende periode van terugbetaling.
Het bedrag en het aantal der schatkistbiljetten zullen dienovereenkomstig worden aangepast.
- (2) Indien de Deense schuld groter is dan het nog niet terugbetaalde saldo, wordt het verschil tussen beide schulden geregeld overeenkomstig Bijlage B van het Verdrag.

Artikel 4

De schatkistbiljetten bedoeld in artikel 3, lid *c*, worden zodanig verdeeld in coupures, als door de Nederlandsche Bank wordt gevraagd en waarvan het totaal voor elk der half-jaarlijkse termijnen gelijk zal zijn aan het bedrag van die half-jaarlijkse termijnen.

Ieder schatkistbiljet zal de vervaldatum vermelden en zal voorzien zijn van intrestcoupons. De intrest zal betaalbaar zijn per half jaar, of een deel daarvan voorzover de biljetten minder dan zes maanden looptijd hebben. Op de coupons zullen de dienovereenkomstig vastgestelde vervaldatum worden vermeld.

Artikel 5

De rentevoet wordt als volgt vastgesteld:

(*a*) De schatkistbiljetten welke uiterlijk 30 juni 1958 vervallen, dragen $2\frac{1}{2}$ % intrest per jaar.

(*b*) De schatkistbiljetten welke tussen 1 juli 1958 en 30 juni 1961 vervallen, dragen $3\frac{1}{4}$ % intrest per jaar.

Artikel 6

(a) De schatkistbiljetten welke door de Deense Regering aan de Nederlandsche Bank in verband met haar schuld worden verstrekt, kunnen op de Nederlandse markt worden verkocht door toedoen van de Nederlandse autoriteiten, wanneer zij dit wenselijk achten.

(b) Het is wel verstaan, dat de Deense Regering door betaling van interest- en aflossingstermijnen aan de Nederlandsche Bank geheel van haar verplichtingen zal zijn bevrijd; een dienovereenkomstige mededeling zal op de schatkistbiljetten worden vermeld.

Artikel 7

Indien op een datum vóór de ontbinding van de Unie één of beide Overeenkomstsluitende Partijen uit de Unie treden, zullen de bepalingen waarin deze Overeenkomst voor het geval van ontbinding voorziet, in werking treden.

Artikel 8

De Nederlandsche Bank en de Danmarks Nationalbank worden belast met de uitvoering van de voorgaande bepalingen en zullen in onderlinge overeenstemming de uitvoeringsregelingen vaststellen, voorzover deze in het bovenstaande niet aangegeven zijn.

Artikel 9

Deze Overeenkomst zal onmiddellijk na ondertekening in werking treden. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal deze Overeenkomst slechts gelden voor het Rijk in Europa.

Gedaan te Parijs, 31 januari 1956.

Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden
(w.g.) J. C. KRUISHEER

Voor de Regering van het
Koninkrijk Denemarken
(w.g.) ANTHON VESTBIRK

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen der Overeenkomst zijn ingevolge artikel 9 op 31 januari 1956 in werking getreden. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft geldt de Overeenkomst slechts voor Nederland.

J. GEGEVENS

Van het op 19 september 1950 te Parijs gesloten Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie, naar welk Verdrag wordt verwezen in de preambule en elders in de onderhavige Overeenkomst, is de tekst zoals die is gewijzigd en aangevuld tot op 1 april 1953, opgenomen in *Trb.* 1953, 40; zie ook *Trb.* 1956, 59.

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, waarnaar in artikel 2, lid *b*, van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, is opgericht bij het Verdrag van Parijs van 16 april 1948, waarvan tekst en vertaling zijn opgenomen in *Stb.* I 484.

Uitgegeven de *negende* juli 1956.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. W. BEYEN.